

LE DROIT EN SCHÉMAS

8^e édition

Jean Fougerouse

Le droit administratif en schémas

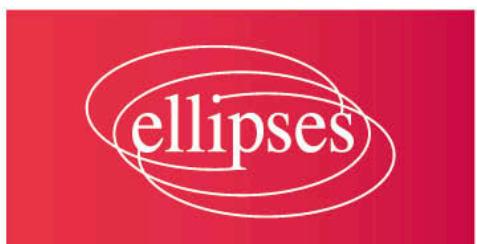


Table des matières

Sommaire	3
Liste des abréviations	5
Introduction	7
1. La définition du droit administratif	8
2. La spécificité du droit administratif.....	10
3. Le caractère jurisprudentiel du droit administratif.....	12
4. Plan de l'ouvrage	14
Chapitre 1 : Le service public	17
Section 1 : La notion de service public.....	18
1. Définition générale.....	18
1.1. Le critère de l'intérêt général	20
1.2. Le critère du lien de l'activité avec une personne publique.....	22
2. La typologie des services publics	24
2.1. Les SPA et les SPIC	24
2.2. Les services marchands et non marchands	26
Section 2 : Le régime général des services publics.....	28
1. La création et la suppression des services publics	28
1.1. Les autorités compétentes.....	28
1.2. Les règles applicables.....	30
2. Les lois du service public	32
2.1. Le principe de continuité.....	32
2.2. Le principe de mutabilité	34
2.3. Le principe d'égalité	36
2.3.1. <i>Notion</i>	36
2.3.2. <i>Applications</i>	38
2.4. Autres principes.....	40
2.4.1. <i>Absence de principe général de gratuité des services publics.....</i>	40
2.4.2. <i>Les principes de l'Union européennes applicables au service public.....</i>	40
Section 3 : Les régimes spécifiques des services publics	42
1. Les conséquences de la distinction SPA/SPIC	42
1.1. La distinction entre EPA et EPIC	42
1.2. Le régime des SPA.....	44
1.3. Le régime des SPIC.....	46
2. Les conséquences de la distinction services marchands/non marchands	48

Section 4 : La gestion du service public.....	50
1. La gestion par les personnes publiques	50
1.1. La régie	50
1.2. L'Établissement public.....	52
1.3. Les autres personnes publiques	54
1.3.1. <i>Les GIP</i>	54
1.3.2. <i>Les entreprises publiques</i>	56
2. La gestion par les personnes privées	58
2.1. La délégation contractuelle de la gestion du service public.....	58
2.2. L'habilitation unilatérale du service public	60
2.3. La Société d'économie mixte	62
2.4. Les sociétés locales	62
Chapitre 2 : La police administrative	65
Section 1 : La notion de police administrative.....	66
1. La préservation de l'ordre public	66
1.1. L'ordre public général.....	68
1.1.1. « <i>L'ordre matériel et extérieur</i> »	68
1.1.2. <i>L'ordre moral</i>	70
1.2. L'ordre public spécial	72
2. Le caractère préventif de la police administrative.....	74
Section 2 : L'organisation de la police administrative	76
1. Les autorités de police.....	76
1.1. Les autorités de police générale.....	76
1.1.1. <i>Au niveau national</i>	76
1.1.2. <i>Au niveau local</i>	78
1.2. Les autorités de police spéciale.....	80
1.3. L'intervention concurrenente des autorités de police	82
2. Les personnels de police	84
2.1. Les personnels civils.....	84
2.2. Les personnels militaires	84
Section 3 : La légalité des mesures de police.....	86
1. La nécessité d'utiliser le pouvoir de police.....	86
1.1. L'obligation d'utiliser le pouvoir de police	86
1.2. La décision d'utiliser le pouvoir de police	88
1.2.1. <i>La légalité interne de l'utilisation du pouvoir de police</i>	88
1.2.2. <i>La légalité externe de l'utilisation du pouvoir de police</i>	90
2. L'évaluation de la mesure de police	92
2.1. Le choix de la mesure de police	92
2.1.1. <i>Le caractère unilatéral et gratuit de toute mesure de police</i>	92
2.1.2. <i>La typologie des mesures de police</i>	94
2.2. Le contrôle de proportionnalité de la mesure de police	96

Chapitre 3 : Les actes administratifs unilatéraux.....99

Section 1 : La notion d'acte administratif unilatéral	100
1. Le caractère administratif d'un acte unilatéral	100
1.1. Les actes administratifs des personnes publiques	100
1.1.1. <i>L'exclusion des actes de gestion privée</i>	100
1.1.2. <i>Les actes rattachés à la fonction administrative</i>	102
1.2. Les actes administratifs des personnes privées.....	104
1.2.1. <i>Les actes rattachés à une activité de SPA</i>	104
1.2.2. <i>Les actes rattachés à une activité de SPIC</i>	104
2. La typologie des actes administratifs.....	106
2.1. Les actes décisaires et les actes non décisaires.....	106
2.1.1. <i>Les mesures antérieures ou postérieures à une décision</i>	106
2.1.2. <i>Les mesures internes à l'administration</i>	108
2.2. Les catégories d'actes administratifs décisaires.....	114
2.2.1. <i>Les décisions individuelles</i>	114
2.2.2. <i>Les décisions réglementaires</i>	114
2.2.3. <i>Les décisions d'espèce</i>	114
2.3. Les décisions implicites et les décisions explicites	116
2.4. Les décisions créatrices de droits et les décisions non créatrices de droits	118
3. Le pouvoir réglementaire.....	120
3.1. Le domaine réglementaire	120
3.2. Les titulaires du pouvoir réglementaire.....	122
3.3. Les actes réglementaires spécifiques	124
3.3.1. <i>Les ordonnances non ratifiées de l'art. 38 C°</i>	124
3.3.2. <i>Les autres actes réglementaires spécifiques</i>	126
Section 2 : Le régime de l'acte administratif unilatéral.....	128
1. L'élaboration de l'acte administratif	128
1.1. Les règles de compétence.....	128
1.1.1. <i>Les règles générales de compétence</i>	128
1.1.2. <i>L'aménagement des règles de compétence</i>	130
1.2. Les règles de procédure.....	132
1.2.1. <i>Le respect des délais</i>	132
1.2.2. <i>La procédure consultative</i>	134
1.2.3. <i>La procédure contradictoire</i>	136
1.2.4. <i>Les autres procédures préalables</i>	138
1.2.5. <i>Les obligations procédurales de l'administration</i>	140
1.3. Les règles de forme.....	142
2. L'entrée en vigueur de l'acte administratif	144
2.1. L'opposabilité de l'acte	144
2.2. La validité de l'acte	146
2.3. Les effets dans le temps d'un acte	148
3. La sortie de vigueur de l'acte administratif	150
3.1. L'abrogation des actes administratifs	150
3.1.1. <i>L'abrogation des décisions réglementaires</i>	150
3.1.2. <i>L'abrogation des décisions individuelles</i>	152
3.2. Le retrait des décisions administratives.....	154
4. L'exécution de l'acte administratif	156
4.1. Les sanctions de l'irrespect d'un acte administratif	156
4.2. L'exécution d'un acte administratif imposée par l'administration.....	158

Chapitre 4 : Les contrats administratifs 161

Section 1 : La notion de contrat administratif..... 162

1. Les critères de définition du contrat administratif	162
1.1. Les contrats entre deux personnes publiques	164
1.2. Les contrats entre une personne publique et une personne privée.....	164
1.2.1. <i>La présence d'une clause administrative</i>	166
1.2.2. <i>La participation à l'exécution du service public</i>	168
1.2.3. <i>La soumission à un régime administratif</i>	170
1.3. Les contrats entre deux personnes privées.....	170
2. La typologie des contrats administratifs	172
2.1. Les contrats de concession.....	172
2.2. Les marchés publics	174

Section 2 : Le régime du contrat administratif..... 176

1. La formation du contrat	176
1.1. La compétence pour contracter.....	176
1.2. Les procédures de choix du cocontractant.....	178
1.2.1. <i>Les procédures applicables aux marchés publics</i>	178
1.2.2. <i>La procédure applicable aux contrats de concession</i>	182
1.3. La forme et le contenu du contrat	184
2. L'exécution des contrats administratifs	186
2.1. Les pouvoirs de l'administration	186
2.2. Les obligations de l'administration	188
3. Le contentieux des contrats administratifs.....	190
3.1. Les référés relatifs au contrat.....	190
3.2. Le contentieux de pleine juridiction	192
3.3. Le contentieux pour excès de pouvoir	194

Chapitre 5 : Le principe de légalité 197

Section 1 : Le contenu du principe de légalité..... 198

1. Les normes constitutionnelles.....	198
1.1. Les normes constitutionnelles textuelles	198
1.2. Les normes constitutionnelles jurisprudentielles.....	200
2. Les normes internationales	202
2.1. La place des sources internationales dans la hiérarchie des normes	202
2.1.1. <i>Les traités sont inférieurs à la constitution dans l'ordre juridique interne</i>	202
2.1.2. <i>Les traités sont supérieurs aux lois</i>	202
2.1.3. <i>Les normes internationales non écrites sont supérieures aux actes administratifs</i>	204
2.2. La place du droit de l'Union européenne	204
2.2.1. <i>Le droit primaire de l'Union européenne</i>	204
2.2.2. <i>Le droit dérivé de l'Union européenne</i>	206
2.2.3. <i>Les principes généraux du droit de l'Union européenne</i>	208
3. Les normes législatives	210

4. Les normes issues de la jurisprudence administrative.....	212
4.1. Les décisions du juge administratif	212
4.2. Les principes généraux du droit.....	212
4.2.1. <i>La notion de principe général du droit</i>	212
4.2.2. <i>La valeur des principes généraux du droit</i>	214
5. Les normes administratives	214

Section 2 : La portée du principe de légalité216

1. Les obligations issues du principe de légalité.....	216
1.1. <i>L'obligation d'exécuter les normes supérieures</i>	216
1.2. <i>L'obligation de faire cesser une irrégularité</i>	216
2. Les limites opposées au principe de légalité	218
2.1. Les actes de gouvernement	218
2.2. Les régimes d'exception.....	220
2.2.1. <i>L'état de siège</i>	220
2.2.2. <i>L'état d'urgence</i>	222
2.2.3. <i>L'état d'urgence sanitaire</i>	228
2.2.4. <i>Le régime de l'art. 16 C°</i>	230
2.3. La théorie des circonstances exceptionnelles.....	232

Chapitre 6 : Le contrôle juridictionnel des actes administratifs.... 235

Section 1 : Les juridictions administratives.....236	
1. L'ordre juridictionnel administratif	236
1.1. Les Tribunaux administratifs	238
1.1.1. <i>L'organisation des Tribunaux administratifs</i>	238
1.1.2. <i>La compétence des Tribunaux administratifs</i>	238
1.2. Les Cours administratives d'appel	240
1.2.1. <i>L'organisation des Cours administratives d'appel</i>	240
1.2.2. <i>La compétence des Cours administratives d'appel</i>	240
1.3. Le Conseil d'État	242
1.3.1. <i>L'organisation du Conseil d'État</i>	242
1.3.2. <i>La compétence du Conseil d'État</i>	244
1.4. Les juridictions administratives spéciales.....	246
2. La compétence des juridictions administratives	248
2.1. La répartition des compétences entre les ordres juridictionnels.....	248
2.1.1. <i>Les critères jurisprudentiels de répartition</i>	248
2.1.2. <i>L'attribution des compétences par le législateur</i>	252
2.2. La préservation de la répartition des compétences	254
2.2.1. <i>Le règlement des litiges de compétence par le Tribunal des conflits</i>	254
2.2.2. <i>Le recours aux questions préjudiciales</i>	258

Section 2 : Les recours contentieux.....	260
1. La typologie des recours	260
1.1. Les recours administratifs.....	260
1.2. Les recours contentieux	260
2. La recevabilité des recours	262
2.1. Les conditions de forme.....	262
2.2. Les conditions tenant à l'acte en cause.....	262
2.3. Les conditions de délai.....	264
2.4. Les conditions tenant au requérant.....	266
3. L'examen des recours.....	268
3.1. L'instance	268
3.2. Les voies de recours	270
4. Les procédures de référé	272
4.1. Le référé suspension	272
4.2. Le référé liberté	272
4.3. Les autres référés.....	274
5. Autorité, effet et exécution des décisions des juridictions administratives	276
Section 3 : Le contrôle de légalité	278
1. La légalité externe	278
1.1. L'incompétence	278
1.2. Le vice de forme	278
1.3. Le vice de procédure.....	280
2. La légalité interne	282
2.1. Le détournement de pouvoir.....	282
2.2. L'irrégularité du contenu de l'acte	282
2.3. L'irrégularité des motifs de l'acte	284
2.3.1. <i>L'irrégularité des motifs de droit</i>	284
2.3.2. <i>L'irrégularité des motifs de fait</i>	284
Chapitre 7 : La responsabilité administrative	287
Section 1 : Le fait générateur de responsabilité	288
1. La responsabilité pour faute	288
1.1. La faute simple.....	288
1.2. La faute présumée.....	290
1.3. La faute lourde.....	292
2. La responsabilité sans faute	294
2.1. La responsabilité pour risque	294
2.1.1. <i>Les dommages accidentels de travaux publics causés à un tiers</i>	294
2.1.2. <i>Les dommages causés par des personnes ou des biens sous la garde de l'administration</i> ..	294
2.1.3. <i>Les dommages causés par des choses, activités ou situations dangereuses</i>	296
2.1.4. <i>Les dommages subis par les collaborateurs occasionnels</i>	296
2.2. La responsabilité pour rupture de l'égalité devant les charges publiques	298
2.2.1. <i>Les dommages permanents de travaux publics</i>	298
2.2.2. <i>Les dommages causés par les actes administratifs réguliers</i>	298
2.2.3. <i>Les dommages causés par les lois</i>	300
2.2.4. <i>Les dommages causés par les normes internationales</i>	302
2.3. Les régimes législatifs de responsabilité sans faute et d'indemnisation	304

Section 2 : La réparation du préjudice	306
1. Le préjudice réparable.....	306
1.1. Les caractéristiques du préjudice réparable	306
1.1.1. <i>Le caractère direct et certain du préjudice</i>	306
1.1.2. <i>Le caractère personnel du préjudice</i>	308
1.2. La typologie des préjudices réparables.....	308
2. Le lien de causalité.....	310
2.1. L'établissement du lien de causalité	310
2.2. L'exonération de l'administration en cas d'intervention d'autres causes.....	310
3. La personne responsable.....	312
3.1. La distinction entre faute de service et faute personnelle	312
3.2. Le cumul des fautes et des responsabilités.....	312
3.3. Les actions récursoires	314
 Indications bibliographiques	317
Index.....	319
Table des décisions du Conseil d'État	325
Table des décisions du Tribunal des conflit	331
Table des décisions du Conseil constitutionnel	333
Table des arrêts de la Cour de cassation	335